

Etats généraux de l'alimentation : la déception pointe le bout de son nez

Florence Roussel, journaliste 11 octobre 2017

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/etats-generaux-alimentation-deception-associations-29825.php4#xtor=EREC-41>

Le premier volet des Etats généraux de l'alimentation s'achève dans la frustration chez les partisans d'une évolution du modèle agricole. Tous misent sur le volet dédié à une agriculture saine et durable pour ouvrir les sujets qui fâchent.

Selon un sondage réalisé par l'Ifop à la demande du WWF, les Français seraient prêts pour une réelle transition agricole et alimentaire. Ils sont 93% à considérer que leur santé est impactée par la présence de pesticides dans les aliments consommés. 70% d'entre eux auraient déjà adopté des habitudes de consommation plus durables et seraient prêts à aller plus loin. 69% seraient même prêts à payer plus cher pour leurs produits alimentaires pour permettre aux agriculteurs d'être mieux rémunérés. Des aspirations auxquelles les [Etats généraux de l'alimentation](#) (EGA) lancés en juillet dernier pourraient répondre.

Emmanuel Macron dit avoir le courage de réformer : avec les Etats généraux de l'alimentation, il a aujourd'hui l'occasion de le démontrer !

Pascal Canfin, WWF

C'est en tout cas le souhait des organisations agricoles, rurales, environnementales, de santé et de solidarité internationale regroupées dans la [Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire](#). Celle-ci a présenté 63 propositions en septembre dernier pour une agriculture qui réponde aux enjeux environnementaux et climatiques et créatrice de valeur. Mais pour l'instant, les 50 acteurs restent sur leur faim et la déception commence à se faire sentir. "*Des décisions récentes sont incohérentes avec les objectifs des Etats généraux*", remarque Bernard Pineau, directeur général du CCFD-Terre Solidaire citant : *la non opposition à l'entrée en vigueur du [CETA](#), l'abandon des aides au maintien dans [l'agriculture biologique](#). Cela sape la confiance*".

Une ambition politique qui fait défaut

Les discussions engagées dans le premier chantier des EGA consacré à la création et la répartition de la valeur au sein de la filière agroalimentaire ne les rassurent pas : "*Le Gouvernement défend la cohabitation de tous les modèles agricoles. Or, on ne croit pas à cette cohabitation*", explique Laurent Pinatel, porte-parole de la confédération paysanne. La plateforme prône "*le changement de modèle vers une alimentation de qualité et relocalisée afin de réconcilier les attentes de la société avec les actes de production*". "*Emmanuel Macron dit avoir le courage de réformer : avec les Etats généraux de l'alimentation, il a aujourd'hui l'occasion de le démontrer ! Dans le cas contraire, nous risquons fort d'assister au divorce entre le président de la République et les aspirations des Français sur le sujet*", renchérit Pascal Canfin, président du WWF.

Le Président veut inciter les secteurs agricoles à s'organiser en filières, et à se fixer des objectifs et des engagements sur cinq ans, par exemple des pourcentages de production bio, un label de qualité, etc. La répartition de l'enveloppe budgétaire de 5 milliards d'euros serait conditionnée à ces objectifs. "*Emmanuel Macron ne propose rien de contraignant et laisse le soin aux filières de se mettre d'accord*", commente Audrey Pulvar, présidente de la Fondation pour la nature et l'homme (FNH). "*Nous sommes frustrés car aucune mesure sérieuse ne garantit un revenu équitable pour les producteurs*", ajoute Julie Stoll, déléguée générale de la plateforme française pour le commerce équitable.

Un second volet très attendu

La seconde phase des EGA qui commence porte sur l'alimentation saine, sûre et durable. Le Gouvernement va-t-il ouvrir le débat de la transition du modèle agricole conventionnel ? Tous l'espèrent. Mais les propositions entrevues dans la première phase des EGA ne sont pas de bon augure. "*Il faut une convergence des politiques. Les modèles commerciaux mis en œuvre peuvent démonter les avancées en agro-écologie*", alerte Bernard Pineau de CCFD-Terre Solidaire.

Tous attendent que le Gouvernement joue son rôle d'arbitre et surtout donne le point de départ de la transition des modèles et des pratiques : *"Il faudrait une troisième phase de discussion, politique, pour fixer le cap, voire un projet de loi, alors que le ministre de l'Agriculture nous promet un agenda des solutions"*, regrette Audrey Pulvar. *"Faire une grande messe pour dire ce que l'on sait déjà alors que l'on ne veut pas mettre sur la table les sujets tabous..."*, s'insurge Allain Bougrain-Dubourg. Le président de la LPO vise en particulier les conditions d'élevage et d'abattage des animaux et les problèmes de santé rencontrés par les agriculteurs utilisant des pesticides. La place qui sera donnée au ministre de la Transition écologique dans ces débats est aussi une incertitude. Pour l'instant, seul le ministère de l'Agriculture a eu voix au chapitre.

[Rédactrice en Chef](#) © Tous droits réservés Actu-Environnement *Reproduction interdite sauf [accord de l'Éditeur](#) ou [établissement d'un lien préformaté](#) [29825] / [utilisation du flux d'actualité](#).*